

Etats-Unis : Défense et politique étrangère

ETE 2014

[Maya Kandel, responsable du programme sur les Etats-Unis à l'IRSEM](#)

Sommaire

FOCUS : Ukraine, Russie, OTAN et relation transatlantique	1
FOCUS : le premier sommet Etats-Unis Afrique	2
FOCUS : Irak, frappes ciblées contre l'Ir	3
Pourquoi en août ?	3
Le front intérieur	4
L'exécution du journaliste James Foley a-t-elle changé la donne ?	4
SELECTION	5
Rapports généraux sur la défense américaine	5
Entretiens et portraits sur la politique étrangère américaine	5
Enquêtes et coulisses	6

Cette veille estivale (juillet-août 2014) présente trois dossiers principaux (**Ukraine, Etats-Unis/Afrique, Irak**), ainsi qu'une sélection de **rapports et articles essentiels ou intéressants** sur la défense et la politique étrangère.

FOCUS : Ukraine, Russie, OTAN et relation transatlantique

Une [étude](#) du Chicago Council montre que la vision de la Russie par les Américains n'a jamais été aussi négative depuis la fin de la guerre froide. Pour autant, peu d'Américains considèrent la Russie et ses ambitions comme une menace critique pour les Etats-Unis. Ce qui explique pourquoi plus des deux-tiers des Américains sont opposés à toute intervention militaire américaine en Ukraine en cas d'invasion russe (les plus réticents étant les supporters du Tea Party). C'est aussi la raison pour laquelle Obama pouvait [affirmer](#) dans son entretien récent au *New York Times* que « Poutine peut envahir l'Ukraine ».

Il faut donc prendre garde aux propos à l'emporte-pièce des faucons républicains, même si [au Congrès](#) la guerre froide semble en effet de retour. A suivre tout de même, certains [projets de loi](#) qui pourraient envenimer encore la relation entre Washington et Moscou, en particulier celui du

républicain Bob Corker, qui pourrait devenir le prochain président de la commission des affaires étrangères du Sénat si les démocrates perdent leur majorité aux élections de novembre prochain.

Pour revenir au prochain sommet de l'OTAN, lire cette [tribune](#) de Jan Techau de la Carnegie Europe, qui voit trois sujets-clés pour l'avenir de l'Alliance – au-delà de l'Ukraine et de l'Afghanistan : l'Allemagne, l'évaluation des menaces, l'Asie. Du même auteur, mais plus spécifiquement pour les Européens, on lira cet autre [article](#) qui annonce « 30 ans de douleur » en politique étrangère face aux deux crises existentielles que l'Europe va devoir affronter à ses frontières, à l'Est (Russie) et au Sud (terrorisme au Moyen-Orient et en Afrique).

Enfin toujours sur le sommet à venir, la [vision](#) du général Stavridis (ex commandant de EUCOM et donc SACEUR de l'OTAN) qui évoque les priorités habituelles – Russie, terrorisme au Sud, mais insiste également sur l'importance de maintenir des « zones de coopération avec la Russie, que ce soit sur l'exploration de l'Arctique, l'Afghanistan, ou encore la nécessaire coopération dans la lutte contre le terrorisme, la piraterie ou les trafics de drogue ».

De son côté, l'actuel commandant des forces américaines en Europe, le general Breedlove, [insistait](#) récemment à l'inverse sur la nécessité pour l'OTAN de redéfinir sa réponse aux menaces non conventionnelles, dans un document précisant également : « l'OTAN n'a plus considéré la Russie comme un adversaire ou une menace potentielle depuis 20 ans. Aujourd'hui, elle doit à nouveau le faire. »

Enfin, on lira cet [article](#) écrit début août par Samuel Charap de l'IISS, qui considère que la stratégie « punitive » d'Obama et des Occidentaux vis-à-vis de la Russie est vouée à l'échec et risque d'être contre-productive.

En guise de post-scriptum, il n'y a pas que l'Ukraine : au cœur de l'été, les Etats-Unis ont également [accusé la Russie](#) d'avoir enfreint le traité de contrôle des armes de portée intermédiaire de 1987, en testant un missile de croisière interdit.

FOCUS : le premier sommet Etats-Unis Afrique

Pourquoi ce sommet inédit et selon beaucoup historique – bien que le nombre de chefs d'Etat africains présents ait constitué un véritable casse-tête protocolaire et empêché tout entretien bilatéral avec le président américain ? Il s'agissait avant tout pour Obama de tenter de remédier à la déception (après l'enthousiasme démesuré) provoquée par sa présidence, et de montrer qu'il s'intéresse à l'Afrique. Cet [article](#) résumé bien cette déception des Africains vis-à-vis d'Obama, premier président noir et de père africain, mais qui finalement en a fait moins pour l'Afrique que son prédécesseur, George W. Bush. L'auteur rappelle quelques chiffres intéressants notamment sur la compétition avec la Chine, ainsi que sur le programme phare de Bush sur le Sida, PEPFAR (sur la compétition avec la Chine, lire aussi cet [article de la BBC](#) sur le regard des médias chinois sur le sommet de Washington).

Côté politique, cette [tribune](#) du représentant républicain Ed Royce, président de la commission des affaires étrangères à la Chambre et très impliqué sur l'Afrique, où il travaille dans un esprit bipartisan avec les membres républicains et démocrates intéressés par le continent, évoque un autre reproche souvent entendu à Washington lors du sommet, chez certains politiques, journalistes et experts Afrique. Royce regrette que la Maison Blanche n'ait pas insisté davantage sur les objectifs de bonne gouvernance et la nécessité de promouvoir des élections libres et justes dans tous les pays africains.

Des ONG comme Human Rights Watch ont également regretté que les [droits de l'homme](#) n'aient pas figuré au menu des conversations, et ont rappelé leur condamnation de l'aide apportée par les Etats-Unis, notamment dans le cadre du contre-terroriste, à des militaires coupables d'exactions ou à des

pays peu respectueux des libertés de leurs concitoyens. Cet [article](#) rappelle quelques chiffres sur la présence militaire américaine sur le continent.

Concernant les nouveautés liées au sommet, ces deux documents (*factsheets*) publiés sur le site de la Maison Blanche en résumé utilement deux aspects : [Le premier](#) document rappelle la contribution américaine aux efforts de maintien de la paix en Afrique, avec des données chiffrées et précises par pays et programme. Le second document détaille la nouvelle initiative annoncée par Obama à l'occasion du sommet, la « [Security Governance Initiative](#) », nouveau programme de coopération dans le domaine du contre-terrorisme entre les Etats-Unis et six pays africains (Ghana, Kenya, Mali, Niger, Nigeria, et Tunisie), doté de 65 millions de dollars et axé sur la réforme des secteurs de sécurité.

L'un des axes majeurs du sommet portant sur le développement des échanges économiques entre les Etats-Unis et le continent africain, domaine où la Chine a pris beaucoup d'avance, il a été beaucoup question du renouvellement de la loi-phare du Congrès, AGOA, votée pendant les années Clinton et qui doit être reconduite (ou non) en 2015. Les parlementaires réunis lors d'un [atelier à la Brookings](#) ont témoigné du soutien bipartisan au Congrès pour le renouvellement et l'extension de certaines dispositions de cette loi. A suivre donc.

Toujours dans le [domaine économique](#), les entreprises américaines réunies à Washington ont annoncé 14 milliards de dollars d'investissements en Afrique, tandis que la Banque mondiale annonçait 5 milliards pour l'initiative Power Africa (et General Electric 2 milliards). Enfin, *The Economist* [considère](#) que l'impulsion donnée par Obama à la politique africaine des Etats-Unis sera une indication du degré d'engagement américain dans le monde pour le prochain siècle.

FOCUS : Irak, frappes ciblées contre l'EI

Pourquoi en août ?

Pourquoi Obama a-t-il finalement décidé de bombarder les troupes de l'Etat Islamique (EI ou EIL, ou encore IS/ISIS en anglais) en Irak ?

Raison première, annoncée par des informations de plus en plus précises dans la semaine du 4 août, c'est l'attaque surprise de l'EI contre les Kurdes, qui a surpris apparemment tout le monde à commencer par les principaux intéressés, et la menace contre la capitale du Kurdistan, Erbil, dès mercredi soir 6 août. Dans sa [déclaration officielle](#) à la Maison Blanche le jeudi 7 août au soir, Obama annonce d'abord une opération humanitaire destinée à apporter eau et vivres aux milliers de civils chrétiens et yézidis fuyant l'avancée des combattants de l'EI et piégés dans les monts Sinjar dans des conditions dramatiques ; il annonce également qu'il a autorisé des frappes aériennes pour protéger les Américains présents à Erbil, et empêcher un génocide, en insistant sur la demande des autorités locales ainsi que sur le consensus international (et le risque imminent de génocide). Les frappes commenceront dès le lendemain 8 août.

La chute potentielle de la capitale du Kurdistan a été la motivation déterminante, en raison de l'alliance de fait qui existe entre Américains et Kurdes irakiens depuis 23 ans, ainsi que de la présence à Erbil de nombreux Américains, diplomates, militaires et autres conseillers et agents de renseignement. Ce n'est d'ailleurs pas la première fois que les Américains viennent [défendre les Kurdes](#) irakiens (1991). Depuis 23 ans, ce [soutien américain](#) ne s'est pas démenti et a permis aux Kurdes d'Irak de prospérer dans une enclave pro-occidentale quasi-indépendante. Cette « [relation spéciale](#) » explique pour beaucoup la décision d'Obama.

A partir de multiples entretiens avec des responsables américains et kurdes, le *New York Times* explique que le « [tipping point](#) », le point de basculement pour Obama a été le briefing du général

Dempsey le 6 août au soir (à l'issue du sommet Etats-Unis/Afrique), laissant craindre « un nouveau Benghazi », en référence à l'attaque contre le consulat américain en Libye qui avait conduit à la mort de l'ambassadeur américain en Libye.

Le front intérieur

Du côté du Congrès, les premières réactions ont été un [soutien clair](#) du leadership parlementaire dans les 2 chambres et notamment à la tête des commissions concernées. Consensus apparent du vendredi (8/8) qui n'a pas survécu aux divers *talk shows* du dimanche (10/8). Les démocrates ont globalement [tenu bon](#) dans le soutien au président, tout en [appelant à la prudence](#) (démocrates anti-guerre). Tandis que les faucons républicains [critiquaient](#) une action trop tardive et insuffisante, le plus virulent étant sans surprise le sénateur McCain. Pour l'instant, on n'a guère entendu les « néo-isolationnistes » (ou républicains paulistes), leur chef de file, le sénateur Rand Paul, étant resté assez silencieux, avant de déclarer qu'il était lui-même « [partagé](#) » sur l'opportunité de ces frappes.

Signalons également la parution dans le magazine *The Atlantic*, avec un *timing* malencontreux (ou judicieux, c'est selon), d'un [entretien](#) avec Hillary Clinton sur la politique étrangère où elle critique Obama. Sur la Syrie en particulier, Clinton rappelle l'opposition d'Obama au fait d'armer les rebelles et fait un lien direct avec la détérioration de la situation en Irak. Plus largement, elle critique l'absence de stratégie internationale de Barack Obama (« *Great nations need organizing principles – and 'Don't do stupid stuff' is not an organizing principle* »)

Enfin cette [analyse de la Brookings](#) est intéressante sur la situation militaire, en particulier les réflexions sur les capacités des Peshmergas (qui ont déçu), et sur les talents opérationnels de l'EIL (qui ont surpris). L'expert s'interroge également sur les potentialités des frappes aériennes américaines, c'est-à-dire ce que les Etats-Unis pourront et voudront faire.

L'exécution du journaliste James Foley a-t-elle changé la donne ?

S'agit-il d'un tournant comme pourrait le laisser penser le débat actuel à Washington? Va-t-on assister à un changement de la stratégie américaine vis-à-vis de l'Etat Islamique (et plus globalement de l'Irak et de la Syrie) – en clair, une implication américaine plus directe et massive?

L'exécution de Jim Foley, et surtout la vidéo de cette exécution, ont clairement changé le rapport des Américains à l'EI, jusqu'ici resté une abstraction. En témoigne également le [changement de ton](#) de Barack Obama, sombre et dur, comparant l'EI à un « cancer qui doit être extirpé du Moyen-Orient ». Ces remarques présidentielles sont par ailleurs intervenues [quelques heures après](#) la reconnaissance par Washington d'une mission secrète des forces spéciales américaines en Syrie en juillet pour tenter de libérer Foley, mission qui avait échoué car le journaliste n'était plus sur les lieux repérés. Au même moment, le chef d'Etat-major américain, le général Dempsey, a fait une [déclaration](#) remarquée indiquant que l'EI ne pouvait être défait sans s'attaquer aux bases en Syrie de l'organisation, tandis que le secrétaire à la Défense [Hagel](#) déclarait que l'EI est « l'organisation terroriste la plus sophistiquée et la mieux financée que le Pentagone ait jamais connue ».

Pour autant, dans les propos d'Obama, il n'y a pas d'annonce d'attaque massive ; on est plutôt dans le registre de « faire justice » – l'Amérique n'oubliera pas et trouvera les coupables de l'exécution (penser OBL).

En fait, Obama ne semble pas avoir changé de stratégie, malgré les critiques et les pressions, y compris au sein de sa propre équipe (mais cela n'a rien de nouveau, les dissensions internes sur la Syrie existent depuis 2011 et beaucoup ont été rendues publiques – cf. Hillary Clinton, entre autres). La stratégie Obama, donc, reste de construire une coalition, dont les Etats-Unis feront certes partie mais pas en position de leadership. Il s'agit là toujours du « genre de multilatéralisme qu'Obama préfère », comme le note cet article « [Ennemi commun](#) » de George Packer du *New Yorker*. L'EI semble d'ailleurs avoir aidé par ses dernières décisions qui ont fédéré ses ennemis en partenaires

potentiels bien qu'improbables. Washington ne semble pas en tout cas vouloir s'écarter de cette approche faite de frappes aériennes limitées et de l'accent mis sur les partenariats et le multilatéralisme, qui évoque la [doctrine Nixon](#).

Là-dessus, Obama est d'ailleurs en phase avec l'opinion. Un sondage du Pew Research Center [montre](#) que si un nombre croissant d'Américains accepte l'idée d'une responsabilité américaine en Irak, ils sont presque aussi nombreux à craindre un nouvel engagement massif. Autre aspect notable, la fracture générationnelle flagrante dans l'attitude des Américains vis-à-vis de la situation irakienne et de l'EI : les moins de 30 ans sont beaucoup moins favorables à des frappes et beaucoup plus sensibles aux risques d'un nouvel enlèvement, tandis que les plus de 65 ans sont partagés entre partisans d'une implication plus importante et crainte de l'enlèvement.

À lire aussi, ce [rapport](#) de la RAND qui a « analysé plusieurs centaines de documents financiers de l'EIIL » et en conclut que « le groupe n'a jamais dépendu de financements étrangers » : sa principale source de financement est l'exploitation des puits de pétrole sous son contrôle. L'expert recommande donc en priorité une stratégie locale (forces irakiennes et kurdes, mais aussi concertation avec Turquie, Jordanie et Syrie) pour déloger l'EI de ces zones pétrolières en Irak et en Syrie. Avec un rôle d'appoint mais marginal des Etats-Unis. Là encore, on est bien dans la défense d'une stratégie indirecte, qui n'exclut pas les frappes ciblées (près d'une centaine depuis l'autorisation du 7 août 2014), avec un rôle américain indispensable (on le voit depuis la même date) mais sans que les Etats-Unis ne revendiquent le leadership.

Le débat devrait continuer à faire rage aux Etats-Unis mais on remarquera que les [divisions](#) sont nombreuses non seulement dans la classe politique, mais aussi entre politiques et experts, dont certains appellent à la prudence en minimisant le danger que représente l'EI pour les Etats-Unis et en plaidant contre toute sur-réaction (dont les Etats-Unis sont coutumiers).

SELECTION

Rapports généraux sur la défense américaine

Nouveau [rapport](#) de l'Atlantic Council sur les commandements combattants régionaux des Etats-Unis ou **COCOM** : comment les réorganiser pour mieux intégrer les différentes agences politiques.

L'ex-9/11 Commission publie un nouveau [rapport](#), dix ans après le premier, pour évaluer la situation sur le plan de la décision politique sur le contre-terrorisme, et notamment voir si ses recommandations ont été suivies en matière de surveillance des agences de l'exécutif par le Congrès. La réponse est globalement non et le ton du rapport plutôt négatif en particulier sur le fonctionnement du nouveau département de la Sécurité intérieure (Homeland Security).

Publication du [rapport](#) du National Defense Panel, une commission bipartisane chargée par le Congrès d'évaluer la **QDR** du Pentagone. Sans surprise, le ton du rapport est très critique, notamment sur la séquestration et la guerre budgétaire entre la Maison Blanche et le Congrès, et leurs conséquences sur le budget du Pentagone. Mais le rapport dénonce également le « manque d'idées » du Pentagone dans la dernière QDR, en particulier l'incapacité à développer de nouveaux concepts opérationnels indispensables pour atteindre les objectifs militaires fixés notamment par la stratégie du pivot vers l'Asie.

Entretiens et portraits sur la politique étrangère américaine

[Entretien](#) avec **Zbigniew Brzezinski**, ancien conseiller à la sécurité nationale du président Carter, sur l'incroyable instabilité du monde contemporain, le désarroi stratégique américain actuel, et l'inévitable centralité de la future relation entre Washington et Pékin, qui pourrait être stabilisatrice.

Dans un autre style, [entretien](#) avec le **général Martin Dempsey**, chef d'Etat-major américain, qui présente la nécessaire transformation des forces militaires américaines face à un environnement international « qui n'a jamais été aussi complexe ».

[Entretien](#) du **président Obama** avec l'éditorialiste du *New York Times* Thomas Friedman sur la politique étrangère américaine. Où l'on apprend que le plus grand regret du président est sans doute d'avoir négligé de planifier et d'impliquer les Etats-Unis davantage dans la transition en Libye post-intervention.

Toujours sur la politique étrangère, un autre [entretien](#) cette fois avec **Hillary Clinton**, dans *The Atlantic* (voir aussi le focus Irak).

Excellent [portrait](#) dans le *New Yorker* du vice-président **Joe Biden** et de sa relation avec Obama. Très intéressant et instructif, notamment sur la répartition des dossiers internationaux où son rôle le plus important a été, selon Obama, sur le débat sur l'Afghanistan en 2009.

Enquêtes et coulisses

Grande [enquête](#) du *New York Times* sur la manière dont les **rançons** payées par les Européens financent AQMI et d'autres groupes terroristes.

Récit détaillé des [coulisses](#) des négociations menées par **Kerry** sur le processus de paix, et des raisons de leur échec.

Sur la situation en **Libye**, lire cet [article](#) de F. Wehrey, expert de la Carnegie qui connaît bien le terrain et présente une analyse intéressante sur la nécessité de combiner de multiples niveaux de lecture pour comprendre le fonctionnement des différentes milices. Il considère par ailleurs que les actions du général Haftar ont contribué à polariser et radicaliser dangereusement la situation en Libye dernièrement.

Enfin, à lire dans le *Washington Post* un [article très intéressant](#) sur ce que la recherche en science politique peut nous apprendre au sujet de potentielles interventions en Syrie, en Ukraine et ailleurs.

Retrouvez cette note ainsi que les précédentes sur le site de l'IRSEM [ici](#). Vous pouvez également suivre mon compte Twitter de veille sur les Etats-Unis [ici](#).